

Le Forum s'ouvre par des luttes !



Éditorial

Ce mardi 26 mars fut marqué par deux grandes manifestations.

La première eu lieu le matin devant le siège social de TELEPERFORMANCE Tunisie où notre délégation, parmi tant d'autres, est venue apporter son soutien aux grévistes de la faim qui occupent la salle de réunion de l'entreprise depuis le 26 février dernier.

La seconde s'est déroulée l'après-midi sur l'artère principale de Tunis où nous avons pu voir défiler des personnes venues des quatre coins du monde avec une folle envie de refaire ce monde autrement.

En parlant de refaire le monde, en marge des travaux du Forum Social Mondial, s'est tenue l'Assemblée générale des femmes au cours de laquelle il a été rappelé que celles-ci étaient les premières exploitées tant par le système capitaliste que par le système patriarcal en vigueur partout et qui tente de se renforcer dans différents pays, tels que la Tunisie depuis la chute de Ben Ali.

Ce que nous pouvons retenir de cette journée, c'est qu'elle est un bon présage pour le reste de la semaine.



Sommaire

Assemblée générale des femmes	2
Manifestation de soutien devant TELEPERFORMANCE Tunis	3
Manifestation d'ouverture du FSM	4



CENTRES D'APPELS

Fédération CGT des Sociétés d'Études

Coordination des centres d'appels

263, rue de Paris - Case 421

93514 Montreuil Cedex

France

Téléphone : +33 1 55 82 89 41

Télécopie : +33 1 55 82 89 42

Messagerie : ccnpresta@cgt.fr

Internet : www.soc-etudes.cgt.fr



Ce qui aura marqué à l'ouverture du Forum Social Mondial 2013, ce matin 26 mars, à l'université El Manar de Tunis, c'est l'ambiance chaleureuse, festive, de sonorité et de joie d'être ensemble qui traversait l'assemblée générale des femmes. Deux ans après l'éclosion des printemps arabes, qui ont vu les femmes participer massivement aux luttes, les inquiétudes sont vives, en raison de la place prise par les mouvements islamistes. Et la tenue de ce forum à Tunis prend une dimension particulière, à l'heure où tant de menaces pèsent sur les processus de libération, particulièrement envers les femmes.

Dans un amphithéâtre plein à craquer, les conditions matérielles étaient pourtant difficiles, malgré le dévouement des volontaires.

Après la prestation de deux femmes berbères du Sud tunisien, qui nous ont offert des chants traditionnels et en appellent aussi à la résistance des femmes contre l'islamisme (« *la véritable dictature qui menace la Tunisie et s'étend sur les pays arabes* »), se succèdent les féministes de Tunisie, d'Égypte, de Palestine, du Maroc : « *Ennahda veut instaurer la charia et priver les femmes de leurs libertés, comme en Égypte* »; au lieu de consacrer l'égalité femmes/hommes. Le parti au pouvoir en Tunisie tente de revenir sur des acquis uniques dans le monde arabe. Ainsi, la tentative d'introduire, en 2012, la notion de « *complémentarité* » des sexes dans le projet de loi fondamentale, en lieu et place de l'égalité qui figurait a mis en évidence les réelles intentions d'Ennahda. Tentative avortée devant la levée de bouclier de la part des forces progressistes tunisiennes, soutenues sur le plan international (Cf. <http://www.soc-etudes.cqt.fr/index.php/actualite/24-communiqués-de-presse-communiqués-de-presse/837-declaration-federale--soutien-aux-femmes-tunisiennes-sur-l-egalite-des-droits>).

La Présidente de l'Association tunisienne des Femmes Démocrates dénonce en particulier la violence faite aux femmes, « *arme de guerre* » pour « *les obliger à quitter l'espace public et l'espace politique* ». Elle dénonce la question qui est venue dans les débats, à savoir: « *les femmes sont-elles des êtres humains?* » ! À sa suite, d'autres militantes des pays arabes revendiquent la constitutionnalisation des droits des femmes.

Au nom des femmes de l'Afrique sub-saharienne, la représentante du Sénégal, qui se définit comme féministe depuis l'enfance, plaide pour l'autonomisation des femmes, l'accès aux richesses, au pouvoir de décision...

Représentant les femmes d'Europe de l'Est, une Polonaise note qu'elles aussi, ont traversé des transformations majeures. Dans les années 90, le FMI a imposé des réformes ultralibérales qui ont déstructuré les droits sociaux et les réformes actuelles sont dirigées contre les femmes : la suppression des crèches et des maternelles fait peser maintenant le poids de l'économie sociale sur les épaules des femmes, écartées de l'emploi et de l'accès aux droits sociaux.

Le rôle des femmes sera au cœur de nombreux ateliers du FSM jusqu'au 30 mars. Y seront abordés non seulement des questions économiques, politiques et sociales, mais aussi des thèmes aussi sensibles, particulièrement ici, que le rapport au corps.

Déjà cette première rencontre a mis en exergue la convergence des revendications portées par les soulèvements arabes (*provoqués par la misère, le chômage et la dictature*) et des mouvements progressistes occidentaux; notamment les mouvements issus d'une Europe aux prises avec des politiques d'austérité économique et des plans de sauvetages d'institutions financières qui se font au détriment des peuples. Une fois de plus, les premières touchées par ces mesures sont les femmes.



Manifestation de soutien devant TELEPERFORMANCE Tunis

TELEPERFORMANCE (TP), leader mondial des centres d'appels, a bénéficié de subventions et d'exonérations d'impôts pendant dix ans et plus par l'État tunisien. Passé les dix ans d'implantation, il lui a suffi de changer de nom pour continuer à bénéficier de ces avantages. Mais cela ne suffit pas à cette multinationale. Depuis plusieurs mois, les conditions de travail se détériorent de jour en jour. La santé et la sécurité des travailleurs se dégradent. Les accords signés ne sont plus appliqués. La direction procède à des recrutements par copinage.

Dernièrement, le licenciement abusif de plusieurs salarié-e-s, ayant pour certains plus de dix ans d'ancienneté, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Malgré des tentatives de négociation de la part des syndicalistes de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), la direction campe sur ses positions et refuse de revenir en arrière. Son obstination a poussé cinq salariés et syndicalistes à commencer un sit-in dans les locaux de l'entreprise, le 26 février, puis trois d'entre eux sont entrés dans une mobilisation très dure le 5 mars : ils ont entamé une grève de la faim.

Cette grève a donné lieu à un bel élan de solidarité. Tout d'abord de la part des salarié-e-s de TELEPERFORMANCE qui ont fait des sit-in de soutien à leurs camarades, puis dans chaque centre d'appels de TELEPERFORMANCE où des salarié-e-s ont observé à tour de rôle 24 heures de grève de la faim.

Des communiqués de soutien ont été envoyés par des syndicats de base de l'UGTT, des fédérations et des membres du bureau exécutif. Au niveau international, des courriers ont été adressés à la direction du groupe en France par SUD et la CGT.

Aujourd'hui, en marge du FSM, de nombreuses organisations syndicales de tout pays (*Tunisie, Maroc, Égypte, France, Belgique, Canada, Brésil, Argentine, etc.*), ainsi que le NPA, parti politique français, sont venus exprimer leur soutien aux camarades de l'UGTT TELEPERFORMANCE Tunis. L'un des grévistes, Ali OURAK, a pris la parole pour nous remercier de ce soutien. Il a rappelé leurs revendications et a appelé à la grève tous les salarié-e-s de l'entreprise pour les 1^{er}, 2 et 3 avril, afin de dénoncer une nouvelle fois la non-application de l'accord classification.

De son côté, TELEPERFORMANCE se contente de considérer cette grève de la faim comme une occupation illégale des locaux. Elle refuse que nous puissions rencontrer les grévistes au sein de l'entreprise. Elle a volontairement privé d'électricité, la salle occupée, pour dégrader les conditions dans lesquelles nos camarades font la grève de la faim.

La manifestation de soutien de ce matin s'est clôturée par un tour des centres d'appels environnant.

Intervention CGT devant TP

TELEPERFORMANCE a obtenu, le 21 mars dernier, le « *Label de Responsabilité Sociale* » pour ces sites français et tunisiens.

La CFDT se glorifie que celui-ci n'ait été attribué que pour 9 mois.

Pour autant, rien n'a vraiment changé chez TELEPERFORMANCE depuis 2009, date à laquelle l'entreprise s'était vu retirer ce fameux label !

Pourquoi en serait-ce autrement aujourd'hui ?

Ce label n'a rien de social comme nous l'indiquions déjà lors du FSM 2011 à Dakar.

Il sert de système de tri sélectif pour démarcher certains clients qui pratiquent soi-disant la « *Responsabilité Sociétale des Entreprises* » (RSE).

Les entreprises, comme TELEPERFORMANCE, qui concourent au « *Label Social* » ne le font que pour accroître leurs parts de marché et leurs bénéfices. Il n'est nullement question pour eux d'améliorer le quotidien de leurs salarié-e-s.

Le « *Label Social* » est une escroquerie à laquelle participent certaines organisations syndicales françaises, qui se bercent d'illusion en pensant pouvoir agir sur l'attribution ou non de ce label.

Le seul « *Label Social* » qui vaille la peine est celui de la lutte des salarié-e-s, où qu'ils soient, pour la reconnaissance de leurs droits.





Le Forum Social Mondial 2013 a ouvert officiellement ses travaux par une grande manifestation le long de l'avenue Habib Bourguiba (l'équivalent des Champs Élysées à Paris).

Nous y avons rencontré des groupes venus de tout horizon tant syndical que politique ou même associatif. C'est près de 50.000 personnes qui sont attendues pour participer à ce Forum.

Cela augure au mieux du grand brassage des idées qui va se dérouler dans les différents ateliers à compter de demain.

Bien entendu, notre délégation a pleinement participé à cette manifestation avec la délégation **CGT** confédérale, ainsi que des camarades des fédérations **CGT** de la Métallurgie et de Banques et Assurances.

